



**PRÉFET
DE LA CREUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-Départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Guéret
17 Place Bonnyaud
23 000 Guéret

Guéret, le 21/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRANCE FERMETURES SAS

Route de La Châtre
23 600 Boussac-Bourg

Références : UiD232026-017

Code AIOT : 0006003996

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement FRANCE FERMETURES SAS implanté Route de La Châtre - 23 600 Boussac-Bourg. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE FERMETURES SAS
- Route de La Châtre - 23 600 Boussac-Bourg
- Code AIOT : 0006003996
- Régime : Déclaration avec contrôle périodique
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site dispose de plusieurs actes administratifs, le dernier datant de 2022 et ayant trait à une déclaration initiale pour un stockage relevant de la rubrique 2663.

Outre ces actes administratifs, les textes réglementaires suivants ont servi de référentiels pour l'inspection :

- règlement européen REACH 1907/2006 du 18 décembre 2006,
- Code de l'environnement,
- arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940,
- arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560,
- arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2563,
- arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôles périodiques	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Cuvettes de rétention (compatibilité, résistance)	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article Annexe I - point 2.10. - 4 ^{ème} et 5 ^{ème} alinéas	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Moyens de secours contre l'incendie (détection)	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article Annexe I - point 4.2. - 1 ^{er} alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Récépissé de déclaration du 01/12/2015, article /	Sans objet
3	Connaissance des produits (fiches de données de sécurité)	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet
4	Cuvettes de rétention (capacité)	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article annexe I - point 2.10. - 1 ^{er} et 3 ^{ème} alinéas	Sans objet
6	Propreté	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – 3.4.	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.2. - 3 ^{ème} alinéa	Sans objet
8	Moyens de lutte	Arrêté Ministériel du 27/07/2015,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	contre l'incendie	article Annexe I – point 4.2. - 1 ^{er} alinéa	
10	Moyens de lutte contre l'incendie (bassins)	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article Annexe I - point 4.2. - 1 ^{er} alinéa	Sans objet
11	Circuit de refroidissement	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.2.	Sans objet
12	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 7.3.	Sans objet
13	Téledéclaration incident / accident	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-69 - 3 ^{ème} alinéa	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis 2024, l'exploitant a engagé différentes démarches visant à la mise en conformité de ses installations.

Des états d'avancement et justificatifs sont attendus sur ces sujets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Récépissé de déclaration du 01/12/2015, article /
Thème(s) : Situation administrative, /
Prescription contrôlée : <p>Les installations de cette unité de fabrication relèvent en effet des rubriques suivantes de la nomenclature des ICPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rubrique 2560-B-2 (travail mécanique des métaux), puissance installée des machines : 300 kW, • rubrique 2563-2 (nettoyage dégraissage des surfaces quelconques), quantité mise en œuvre : 1540 litres, • rubrique 2940-3-b (application de peinture sur support quelconque, lorsque les produits utilisés sont des poudres à base de résines organiques), quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée : 80 kg/jour.
Constats : <p>Le site dispose également d'une preuve de dépôt d'une déclaration de modification du 17 septembre 2020 pour la rubrique 2940.2.b) pour une capacité de 60 kg/j.</p> <p>Le 21 juin 2022, l'exploitant a procédé à une déclaration de modification de ces installations comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rubrique 2663. 1-b : stockage de pneumatiques pour un volume de 552 m³ (déclaration), • rubrique 2560.2 : travail mécanique des métaux pour une puissance de machines de 364 kW (déclaration avec contrôle périodique),

- rubrique 2563.2 : nettoyage lessiviel, pour une quantité de 1540 litres (déclaration avec contrôle périodique),
- rubrique 2940.3-b : application, cuisson, séchage de vernis, peintures, pour une capacité de 80 kg/j (déclaration avec contrôle périodique).

Les activités en lien avec la rubrique 2663 n'ayant auparavant jamais fait l'objet d'une déclaration initiale, l'exploitant a rectifié cette situation, comme l'atteste la preuve de dépôt de déclaration initiale du 28 juillet 2022.

De manière plus ancienne, le site dispose :

- d'un récépissé de déclaration du 20 septembre 2012 pour la rubrique 2940-3b,
- d'un récépissé de déclaration du 27 janvier 1988 pour les rubriques 81 B (atelier de travail du bois), 282.2 (travail mécanique des métaux) et 405 B 1° b (application de peinture par pulvérisation).

Lors des échanges, l'exploitant a apporté les précisions suivantes :

- la puissance des machines pour le travail mécanique des métaux est désormais de 180 kW,
- la capacité des installations pour le nettoyage lessiviel est de 3080 litres,
- le volume de stockage au titre de la rubrique 2663 est de 1108 m³,
- la capacité des installations pour la rubrique 2940.2 est de 68 kg/j,
- les peintures poudres ne contiennent pas de composés organiques volatiles et donc a fortiori pas de solvants. De ce fait, l'exploitant s'interroge sur la nécessité de classer cette activité sous la rubrique 2940.3. En réponse, l'Inspection confirme que cette activité est à maintenir dans la rubrique 2940.3 à la lecture du Nota situé en fin de rubrique et confirmé de manière explicite dans la note interprétative IR_1511 – 2940.
- concernant la rubrique 2910, le site, actuellement non classé pour celle-ci, dispose de fours (750 kW au total) et d'aérothermes que l'exploitant considère non raccordables au vu de la définition d'une installation de combustion fournie dans l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910. À la demande de l'Inspection, l'exploitant, par courriel du 11 mars 2026, a transmis un argumentaire sur le sujet :
 - plan des aérothermes et radiants,
 - courriels des 1^{er} et 2 octobre 2024 de l'entreprise chauffagiste à l'exploitant, mentionnant l'impossibilité de mettre en place une seule cheminée pour l'ensemble des aérothermes du site au regard des caractéristiques techniques fournies dans la notice,
 - la notice technique des aérothermes,
 - courriel du 3 octobre 2024 de l'exploitant au bureau d'études l'accompagnant sur les sujets ICPE, reprenant les éléments de l'entreprise chauffagiste, à savoir que l'impossibilité est due au fait que la perte de charge cumulée (dépendant de la longueur de la tuyauterie d'évacuation) ne doit pas être supérieure à la perte de charge disponible. Ce principe fait l'objet d'un avertissement dans la notice technique. Dans le cas présent, au regard du dimensionnement du bâtiment et de l'emplacement des aérothermes, une seule cheminée commune aboutirait à une perte de charge cumulée supérieure à la perte de charge disponible. Dans ce courriel, l'exploitant précise également que même en ne prenant en compte que les aérothermes les plus récents (post 2018), la conclusion est similaire.

Aussi, la non prise en compte de la puissance des aérothermes pour l'estimation du

régime de classement sous la rubrique 2910 est recevable.

- d'autres activités ou installations existent sur le site mais sont non classables au regard de leur capacité ou volume (utilisation de propane, d'acétylène, cuve de fioul, stockage de cartons neufs...). Concernant le stockage de cartons, l'Inspection confirme qu'il n'y a pas lieu d'intégrer dans la rubrique 1530 les cartons liés au conditionnement d'objets (cartons contenant déjà des objets).

En conclusion, les activités et installations sont en phase, en termes de capacités et volumes, avec les actes administratifs existants et la situation administrative est la suivante :

- rubrique 2663.1-b : stockage de pneumatiques pour un volume de 1108 m³ (déclaration),
- rubrique 2560.2 : travail mécanique des métaux pour une puissance de machines de 180 kW (déclaration avec contrôle périodique),
- rubrique 2563.2 : nettoyage lessiviel, pour une quantité de 3080 litres (déclaration avec contrôle périodique),
- rubrique 2940.2-b : application, cuisson, séchage de vernis, peintures, pour une capacité de 68 kg/j
- rubrique 2940.3-b : application, cuisson, séchage de vernis, peintures, pour une capacité de 80 kg/j.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-58

Thème(s) : Autre, /

Prescription contrôlée :

Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L.512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R.512-59-1.

Ces arrêtés peuvent prévoir les conditions dans lesquelles l'obligation de contrôle périodique peut être aménagée pour les installations ayant une durée d'utilisation inférieure à six mois par an.

Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par les arrêtés mentionnés au premier alinéa, complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'aux articles R. 512-52 et R. 512-53.

Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.

Lorsqu'une installation relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement vient à être soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique, le premier contrôle a lieu avant l'expiration d'un délai de cinq ans.

Ce délai court soit à compter de la publication du décret modifiant la nomenclature si la modification de régime de classement de l'installation est due à une modification de la nomenclature, soit à compter de la date de la déclaration de l'exploitant si cette modification du régime de classement est due à une diminution de l'activité de l'installation.

Lorsqu'une installation non classée ou, relevant du régime de la déclaration sans contrôle périodique et régulièrement mise en service, vient à être soumise à l'obligation de contrôle périodique en vertu d'un décret modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant procède à ce contrôle au plus tard deux ans après la date à laquelle l'arrêté mentionné au premier alinéa est rendu applicable à cette installation.

Constats :

Au regard des dispositions supra et des dates d'entrée en vigueur des arrêtés ministériels de prescriptions générales des 27 juillet 2015 et 2 mai 2002 applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre respectivement des rubriques 2560, 2563 et 2940, le contrôle périodique pour chacun de ces trois types d'installations est à faire réaliser.

Il est à noter que le site n'est plus ISO 14001 depuis 2023.

Lors des échanges, l'exploitant a indiqué avoir demandé un devis pour la réalisation de ces contrôles périodiques en 2024, puis réalisé la commande. Le justificatif a été fourni à l'Inspection par courriel du 11 mars 2026 (devis signé bon pour accord datant du 12 septembre 2024). Ce document vise bien les rubriques 2560, 2563 et 2940 de la nomenclature. Toutefois, l'exploitant a expliqué s'être rendu compte d'un nombre d'écarts importants lors de la préparation de ces contrôles. De ce fait, des actions ont été engagées prioritairement (regroupement de documentation, devis pour la détection gaz...) et les contrôles périodiques reportés.

Aussi, l'exploitant est invité à indiquer à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, la date programmée pour les contrôles périodiques et à transmettre, dans les 3 mois à compter de la réception des rapports de contrôle, lesdits rapports, accompagnés d'une part de la copie du courrier adressé à l'organisme agréé présentant les actions correctives avec leur échéancier en cas de constat de non-conformités majeures (article R.512-59-1 - 1^{er} alinéa du Code de l'environnement), d'autre part des actions correctives prises ou envisagées avec leur échéancier en cas de constat d'autres non conformités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Connaissance des produits (fiches de données de sécurité)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35

Thème(s) : Produits chimiques, /

Prescription contrôlée :

Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Constats :

Les fiches de données de sécurité (FDS) sont archivées de manière dématérialisée. Il existe un archivage papier (classeur), mais qui a vocation à être délaissé.

L'exploitant a précisé que :

- les FDS sont accessibles par les salariés via les chefs d'atelier,
- des réflexions sont en cours pour mettre un poste à disposition des salariés pour accéder aux FDS,
- chaque nouvelle FDS fait l'objet d'une lecture par la médecine du travail notamment pour

vérification de l'adéquation des équipements de protection individuelle avec les recommandations de la FDS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Cuvettes de rétention (capacité)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article annexe I - point 2.10. - 1^{er} et 3^{ème} alinéas

Thème(s) : Risques chroniques, /

Prescription contrôlée :

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

[...]

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

Constats :

Des dispositions analogues sont présentes dans les arrêtés ministériels de prescriptions générales du 27 juillet 2015, applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre des rubriques 2563 et 2560.

Selon les éléments recueillis, les récipients ont une contenance inférieure à 250 litres, à l'exception des produits A et B (cf. annexe confidentielle).

L'exploitant a précisé par ailleurs que les volumes des rétentions de l'atelier étaient fixés avec un ratio de 1 pour 1, soit une rétention a minima égale au volume total des récipients associés, ce qui a pu être constaté par sondage (zone peintures liquides).

Les produits A et B sont stockés à l'extérieur dans des armoires distinctes. Chaque armoire dispose d'étagères à rétention. Du fait de la hauteur, l'Inspection n'a pas pu voir ces rétentions. Aussi, l'exploitant est invité à vérifier au besoin la capacité des rétentions de ces armoires vis-à-vis des dispositions réglementaires précitées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Cuvettes de rétention (compatibilité, résistance)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article Annexe I - point 2.10. - 4 ^{ème} et 5 ^{ème} alinéas
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. [...] Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.
Constats : Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté la présence, sur une même rétention, de récipients contenant des produits incompatibles (cf. annexe confidentielle). Il convient de disposer les récipients de produits incompatibles sur des rétentions distinctes. Par ailleurs, cette rétention étant métallique, il convient de s'assurer qu'elle est en mesure de résister à l'action chimique de ces produits. L'exploitant est invité à : <ul style="list-style-type: none">• vérifier la compatibilité des produits pour chaque stockage sur rétention,• s'assurer de la résistance des rétentions à l'action chimique des produits qui leur sont associés,• à engager les actions correctives nécessaires,• à justifier à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, les actions correctives ainsi engagées. À proximité de cette zone de stockage, un tableau d'incompatibilité entre produits (tableau croisé par type de pictogrammes) était affiché. L'Inspection a rappelé que certains produits, même s'ils disposent du même pictogramme de danger, ne peuvent être stockés sur une même rétention (acide fort et base forte par exemple). Par courriel du 19 mars 2026, l'exploitant a indiqué à l'Inspection avoir amélioré cet affichage, le tableau présentant désormais les cas où il convient de consulter les FDS en complément.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – 3.4.
Thème(s) : Autre, /
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
Constats :

Les parties intérieures et extérieures visitées lors de l'inspection présentaient un très bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.2. - 3 ^{ème} alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Ces matériels doivent être [...] vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Des dispositions similaires existent dans les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre des rubriques 2940 (arrêté du 2 mai 2002), 2663 (arrêté du 14 janvier 2000), rubrique 2563 (arrêté du 27 juillet 2015). L'exploitant a confirmé qu'un contrôle annuel est réalisé sur les RIA et les extincteurs, par la même société spécialisée. Les derniers contrôles ont eu lieu les 9 janvier 2026 et 9 février 2026. Le rapport relatif aux extincteurs mentionne que certains équipements sont à changer. Ces opérations ont été réalisées dans la foulée du contrôle. Concernant les RIA, le rapport conclut à l'absence de RIA défectueux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 4.2. - 1 ^{er} alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : -[...] - des extincteurs [...] bien visibles et facilement accessibles.[...]
Constats : Des prescriptions similaires existent pour les installations du site relevant des autres rubriques. Les extincteurs et RIA croisés lors de la visite étaient en bon état apparent, bien visibles et facilement accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de secours contre l'incendie (détection)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article Annexe I - point 4.2. - 1 ^{er} alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.
Constats : Lors des échanges, l'exploitant a précisé que les démarches visant à la mise en conformité vis-à-vis de cette prescription était en cours. Il convient de noter qu'il est envisagé la mise en place de la détection non seulement au niveau du stockage (rubrique 2663), mais également dans l'atelier pour tenir compte des risques associés aux encours qui sont de suite remplacés, constituant ainsi des petits îlots de stockage quasi permanents. L'exploitant est invité à indiquer à l'Inspection, dans un délai de 3 mois, l'état d'avancement de cette mise en conformité et fournira à l'issue des travaux un justificatif de leur réalisation. Des dispositions similaires à celles citées supra existent dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2940. Elles seront vérifiées lors du contrôle périodique (cf. point de contrôle N°2).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie (bassins)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article Annexe I - point 4.2. - 1 ^{er} alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - [...], bassins, [...]
Constats : Des dispositions analogues existent dans les arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux installations relevant de la déclaration au titre des rubriques 2560, 2940 et 2563. Lors de la visite du site, l'exploitant a présenté le bassin créé en 2024, en supplément de celui situé à l'avant du site. Ce nouveau bassin, équipé de 6 prises d'eau, permet de disposer a minima en permanence de

<p>720 m³ d'eau, mais le volume disponible peut atteindre 1620 m³ grâce à la collecte d'eaux pluviales. L'équipement dispose par ailleurs d'un trop-plein. Cet exutoire peut être fermé par une vanne à clé, testée régulièrement par l'exploitant.</p> <p>Une zone de retournement a été aménagée à proximité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Circuit de refroidissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 5.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les circuits de refroidissement ouverts sont interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette prescription concerne les installations relevant de la rubrique 2560. Une prescription identique est imposée au point 5.2. de l'annexe I. de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 juillet 2015 relatif aux installations relevant de la déclaration au titre de la rubrique 2563. L'arrêté ministériel de prescriptions générales du 2 mai 2002 relatif aux installations relevant de la déclaration au titre de la rubrique 2940 stipule au point 5.2. de son annexe I. que « <i>les circuits de refroidissement ouverts sont interdits au-delà d'un débit de 10 m³/j</i> ».</p> <p>Interrogé sur le sujet, l'exploitant a indiqué l'absence de circuit de refroidissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Entreposage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Annexe I – point 7.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, /</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellement, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Des prescriptions similaires existent dans les arrêtés ministériels relatifs aux installations relevant du régime de la déclaration au titre des rubriques 2563, 2940 et 2663.</p> <p>La zone de stockage de déchets était très propre le jour de la visite. Les déchets dangereux et non dangereux étaient séparés et triés par type de déchets (plastiques, cartons, ferraille, bombes de peinture...). Les bacs étaient couverts. Une cuve double peau de 30 m³ permet le stockage des produits lessiviels usagés.</p> <p>L'exploitant a prévu, lors de ce premier trimestre 2026, l'organisation d'un moment de</p>

sensibilisation du personnel à la gestion des déchets. Cette séquence sera animée par le prestataire auquel l'exploitant fait appel pour l'élimination des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Télédéclaration incident / accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-69 - 3 ^{ème} alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R.517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L.124-4 et au II de l'article L.124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prescriptions ont été abordées dans un cadre informatif.</p> <p>La télédéclaration des incidents et accidents est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2026. La démarche se fait depuis le site internet https://entreprendre.service-public.gouv.fr/.</p> <p>En cas d'accident, la télédéclaration implique l'envoi automatique d'un courriel au déclarant comportant un lien permettant ensuite d'adresser le rapport d'accident. Pour mémoire, en cas d'incident, ce rapport est demandé, au besoin, par l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite